

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 6-7

Artikel: Guerre totale en Espagne. 2e partie
Autor: Meylan, François
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346259>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Guerre totale en Espagne (2)

Face aux actes violents et répétés commis en Espagne par le mouvement terroriste ETA, peut-on encore parler d'affaire intérieure ou de situation marginale? Ne doit-on pas voir un foyer de guerre supplémentaire en Europe, une lutte armée conduite par des malfaiteurs, au nom d'une idéologie, contre un Etat de droit et sa population? Dans tous les cas, l'ETA a réussi sa médiatisation, même en faisant oublier le problème basque. Cette tragédie contemporaine, c'est l'affaire de tous les Européens¹!

■ Cap François Meylan

Le pays basque français est touché

Le pays basque français (environ 260000 habitants) comprend la Basse-Navarre, la Soule et le Labourd. Ses habitants attendent toujours la réalisation d'un département basque français. Toutefois ils sont moins virulents que de l'autre côté des Pyrénées. Une majorité affirme même que «l'ETA leur a fait du mal. Par sa faute, beaucoup de gens ont peur de la revendication basque.» Dans les années soixante, une vague de réfugiés, dont beaucoup de membres de l'ETA, est arrivée en France. En 1973, une association culturelle, *Amaia*, donne naissance à *Iparretarrak* («Ceux du Nord» en basque). Dès 1982, *Iparretarrak* définit l'autonomie réelle et totale comme le premier objectif à atteindre avant l'indépendance. C'est à cette époque que ce mouvement entre dans la violence. En plus d'offrir un appui logistique et un refuge à l'ETA, *Iparretarrak* revendique plus de 200 attentats et pas moins

de quatre assassinats: deux CRS en mars 1982, un gendarme en août 1983 et un autre en août 1987. Ces forfaits perpétrés sur le sol français, comme les attaques à main armée et les enlèvements qui servent de moyens de financement, contrarient l'ETA qui semble être opposée à la lutte armée sur le territoire de l'Hexagone. Il s'agit pour l'ETA de préserver la tranquillité de son «sanctuaire».

L'ETA subit également des pertes

En septembre 2000, José Maria Aznar déclare que «la bataille contre le terrorisme se gagnera et sans trop attendre, même si nous devons beaucoup souffrir.» La coopération franco-espagnole contre l'ETA se traduit au sommet par des rencontres régulières entre les ministres de l'Intérieur des deux pays. Sur le terrain, des officiers de liaison espagnols (*Guardia Civil*) et français (Renseignements généraux) collaborent étroitement; ils sont basés à Paris, à Pau (siège d'une cellule de police judiciaire et de renseignements spécialisés dans la lutte contre le ter-

rorisme basque) et à Madrid. Du côté français, d'autres unités sont sollicitées, telles la Direction antiterrorisme, le Service de renseignements de la police judiciaire et le Groupe d'intervention de la police nationale de Bordeaux. Côté espagnol, la situation apparaît plus mitigée avec de fréquentes frictions entre la *Guardia Civil*, la *Policia Nacional* et l'*Ertzaintza* (la police basque). Pourtant, l'ETA a vu plus de deux cents de ses membres tués et des centaines d'activistes arrêtés.

Le 15 septembre 2000, arrestation à Bidart, dans les Pyrénées-Atlantiques, d'Ignacio Gracia Arregui, appelé aussi Inaki de Renteria ou Bruno, chef supposé de l'ETA depuis 1992. Sur ordre du «super juge» Baltazar Garzon, quelque trois cents policiers espagnols arrêtent, le 13 septembre 2000, vingt personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation. Cette opération appelée «LOBO NEGRO» (Loup noir) permet de mettre la main sur Francisco Alegria, Ana Lizarralde et Jaime Iribarren. Le 7 août 2000, Patxi Rementería et trois autres activistes (*Commando Vizcaya*)

¹ Première partie, voir RMS, mai 2002.

meurent à Bilbao, dans l'explosion de la voiture, remplie d'explosifs, qu'ils conduisent. Le 9 mars 1999, Josetxo Arizkuren Ruiz, alias Kantauri, chef militaire, responsable de l'appareil logistique de l'organisation, est arrêté à Paris.

Les Grupos Antiterroristas de Liberación (GAL)

C'est en assassinant un nationaliste basque en 1983 à Bayonne (France), que ce mouvement

fait son apparition, juste après l'accession au pouvoir du premier ministre socialiste Felipe Gonzalez. Les GAL, en tant qu'organisation clandestine de la police espagnole, particulièrement la Guardia Civil, s'étaient fixés pour but d'éliminer les

La prise de position de Fernando Savater

Le 13 décembre 2000, Fernando Savater, philosophe et écrivain, a reçu à Strasbourg le prix Sakharov des droits de l'homme, ceci au nom de l'initiative citoyenne *Basta Ya!* Devant le Parlement européen, il déclare :

« (...) L'importance de ce qui nous unit et nous mobilise est le refus du terrorisme criminel de l'ETA et le soutien explicite à l'Etat espagnol, aujourd'hui menacé par un projet totalitaire de sécession violente. Nous nous sommes mobilisés par solidarité avec les victimes du fanatisme idéologique assassin, et aussi pour nous défendre contre lui. Car nous vivons une situation tristement insolite dans l'Europe démocratique. Le Pays basque est l'une des régions les plus développées de la Communauté européenne, et l'une des plus équilibrées du point de vue de la qualité de vie. Au sein de l'Etat espagnol, la communauté basque jouit d'une autonomie très large, elle a son propre Gouvernement et son propre Parlement; elle contrôle pleinement sa fiscalité, elle dispose de son système d'éducation bilingue, elle a deux chaînes de télévision (dont une en langue euskera).

Certes, les Basques ont eu à subir de graves violations de leur liberté politique et culturelle pendant la dictature de Franco, comme tous les citoyens espagnols. Mais, à partir de l'instauration de la démocratie, un extraordinaire effort de réconciliation a eu lieu dans tout le pays, dont le premier pas a été une amnistie générale pour tous les délits à caractère politique commis au cours de la période franquiste, ce qui a permis, voici plus de vingt ans, à tous les membres de l'ETA qui le désiraient, de rentrer dans la légalité, y compris ceux qui étaient responsables de crimes de sang.

Aujourd'hui, au Pays basque, il n'y a ni sécurité ni liberté d'expression ou d'association politique pour une grande partie des citoyens. Ceux qui sont considérés comme des « espagnolistes », c'est-à-dire qui osent se manifester publiquement en faveur de l'Etat de droit constitutionnellement en vigueur, sont harcelés et menacés de mille manières. Au Pays basque, en pleine Europe démocratique, c'est le règne de la peur, une peur palpable dans la vie quotidienne, qui fait parler à voix basse ou dissimuler ce que l'on pense, comme aux pires moments de la dictature franquiste. Nous savons que l'ETA est sans aucun doute le principal coupable de ces maux, mais nous sommes également convaincus que l'ETA n'est pas un phénomène isolé, et que sa perpétuation est due à un climat politique dont sont en partie responsables les autorités nationalistes qui gouvernent le pays depuis plus de vingt ans.

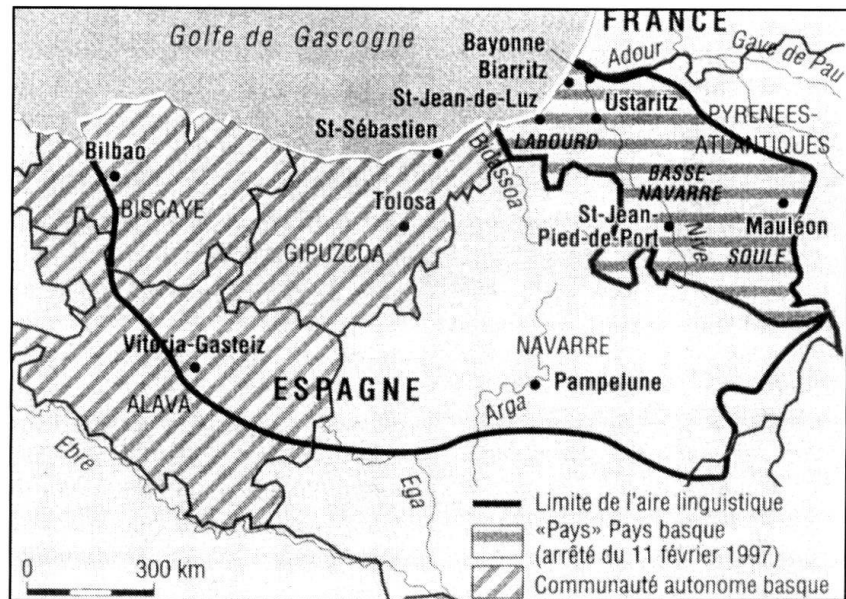
Les « etarras » sont des jeunes gens élevés dans le fanatisme ethnique, dans la haine de plus de la moitié de leurs concitoyens et de tout ce qui est considéré comme « espagnol ». Ce sont des jeunes gens auxquels on a inculqué une histoire falsifiée et une anthropologie démentielle qui les font se croire des victimes et les transforment ainsi en bourreaux. Nous acceptons, naturellement, que les nationalistes basques puissent proposer par des voies pacifiques la création d'un nouvel Etat indépendant qui n'a jamais existé dans le passé, mais nous refusons que ce projet politique d'un parti déterminé se présente comme le droit inaliénable de tout un peuple, et se convertisse ainsi, de façon indirecte, en justification de ceux qui exercent la violence. »

responsables terroristes basques, aussi bien dans leur pays qu'en France voisine. De cette manière, ils voulaient suppléer à un certain laxisme de la part des autorités françaises, sous la présidence de François Mitterrand, en neutralisant les activistes de l'ETA sur le sol de l'Hexagone. Depuis la fin de l'année 1983 et jusqu'en 1987, les GAL commettent près d'une trentaine d'assassinats; à la suite de « bavures », quelques innocents figurent parmi les victimes. En 1995 et en 1996, le Gouvernement du premier ministre socialiste Felipe Gonzalez fait les frais de la mauvaise publicité entourant « l'affaire des GAL ».

La Catalogne menacée par l'activisme violent

La Catalogne, dont Barcelone est la capitale, est la première région industrialisée d'Espagne. Il y existe un fort sentiment nationaliste, fondé en partie sur des revendications d'autonomie économique. Convaincus de travailler et de contribuer financièrement davantage que le reste de l'Espagne, certains Catalans ont politisé et radicalisé le sentiment nationaliste dans plusieurs couches de la population. Ils revendiquent même un « Pays catalan » qui comprendrait également le département français du Roussillon (pays catalan français). Les autonomistes catalans ne semblent pas beaucoup se préoccuper du sentiment d'appartenance des habitants du Roussillon qui, dans leur grande majorité, se sentent avant tout français.

Quelques faits révélateurs: la première langue officielle ap-



prise dans les écoles publiques est le catalan; en cas de rencontre footballistique entre l'Espagne et la France, une partie importante des Catalans passionnés de football tient pour la France, non pour l'Espagne. Pour eux, le football de haut niveau se résume au FC Barcelone («barça»). La région dispose d'une police autonome, « Mossos d'Esquadra ».

Si la majorité des Catalans est nationaliste, la mouvance séparatiste reste marginale. Le parti indépendantiste *Esquerra Republicana de Catalunya (ERC)*, ce qui signifie « Gauche républicaine de Catalogne », n'a rassemblé qu'entre 5 et 9% des voix lors des dernières élections. L'avenir est difficile à déchiffrer mais, à terme, les risques d'un dérapage à la sauce *etarriste* ou balkanique ne sauraient être minimisés.

A qui profite le crime ?

Pourquoi l'ETA exécute principalement des cibles dites « fa-

ciles », policiers, gardiens de prison, journalistes, élus de moyenne importance, des gens exposés et sans protection? Les experts expliquent que, mis à part le côté « facile », le fait que ce soit des gens ordinaires qui s'écroulent sous le feu des terroristes émeut et fragilise davantage l'opinion publique que la disparition de hauts dignitaires du gouvernement de Madrid. Il demeure toutefois difficile de cerner à qui profitent le plus ces crimes, surtout ces dernières années, durant lesquelles on a pu constater une mobilisation populaire sans précédent en Espagne, pour dénoncer l'ETA et soutenir les autorités de Madrid.

Les sondages révèlent que les principales préoccupations de la population sont actuellement le chômage et le terrorisme. Autrement dit, le gouvernement du premier ministre Aznar bénéficie d'un environnement favorable pour gérer un pays comme l'Espagne. Volontairement ou non, les bénéfi-

ciaires de cette situation de «crise» pourraient bien se trouver dans les hautes sphères décisionnelles des deux camps. Certes, c'est troublant! Néanmoins, toutes les pistes méritent d'être explorées.

Et l'avenir?

Juan José Ibarretxe a été réélu, difficilement, pour un second mandat, à la présidence du Gouvernement basque, le 12 juillet dernier, au deuxième tour de scrutin. Malgré sa victoire aux élections régionales du 13 mai 2001, le Parti nationaliste basque forme toutefois un Gouvernement minoritaire, faute d'avoir obtenu la majorité absolue. Le week-end de l'investiture d'Ibarretxe, l'ETA tue un élu et un chef de la police autonome basque. Peut-être, pour lui rappeler qu'il doit compter, durant la législature, avec l'organisation terroriste. Certains pensent que les deux dernières victimes en savaient trop sur les dessous du PNV et sur l'élection d'Ibarretxe. Le PNV est boudé par les deux grandes composantes politiques espagnoles, soit le Parti populaire et le Parti socialiste. On lui reproche d'avoir pactisé avec l'ETA pour se maintenir au pouvoir.

Sur le plan policier, les plus pessimistes estiment que les récentes arrestations n'ont fait que de laisser la place à une coupole dirigeante encore plus dure, ce qui pourrait faire craindre le pire. La base populaire de l'ETA existe bel et bien au Pays basque, d'autant plus que *Jarraï* a fusionné, en avril de cette année, avec son

homologue français *Gasteriak* pour donner naissance à *Haika*. C'est près de 7000 jeunes militants qui se sont rendus pour l'occasion à Cambo, au Pays basque français, applaudissant le message enregistré d'un chef *etarra* qui déclarait: «Vous êtes à présent les héritiers de la lutte pour l'indépendance!». L'arrivée, en première ligne, d'une seconde vague de ces jeunes radicaux pourrait bien être une des étapes dans la réorganisation de l'ETA. Les militants historiques, fichés depuis des années par les services de police, ont déjà largement cédé la place à des plus jeunes, issus de la même mouvance séparatiste dure, mais pas encore fichés, donc plus difficiles à neutraliser.

Par ailleurs, l'activisme nationaliste n'est pas propre au Pays basque espagnol; on en décèle des traces dans d'autres parties de l'Europe occidentale: la Galice, la Bretagne, la Corse, le Nord de l'Italie, l'Irlande du Nord, etc. Ces mouvements entretiennent des contacts fréquents et s'appuient de temps à autre. Le constat est, encore une fois, qu'il faut appréhender le terrorisme en Europe dans sa globalité.

Pour l'instant, les experts ne voient pas la fin du conflit basque. Ils voient deux hypothèses possibles: le renforcement des activités des forces de l'ordre et l'instauration d'une nouvelle trêve. Cependant, il s'avère extrêmement difficile d'arriver à bout du terrorisme par la seule action des forces de sécurité. La nébuleuse qui entoure l'organisation séparatiste est très complexe, vu sa base populaire et ses ramifica-

tions internationales. L'échec d'une telle politique «exclusive» a déjà été constaté en Irlande du Nord, en Colombie et au Moyen-Orient. Davantage d'ouverture de la politique basque sur l'extérieur et des mentalités plus constructives au sein même de la population constitueraient déjà un pas dans la bonne direction.

Une condamnation unanime par la Communauté européenne du terrorisme, quel qu'il soit, serait appropriée. Actuellement, l'administration de Bruxelles encourage l'Europe des régions, affaiblissant la souveraineté des Etats-membres. Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, Bruxelles doit revoir sa copie. Le terrorisme est l'affaire de tous et il peut aujourd'hui comme demain frapper, partout en Europe.

F. M.

Sources

- Agence France Presse
- Agence Reuters, 5 août 2001
- *24 Heures*, 27 juillet 2001
- *RAIDS*, janvier 2001
- *Le Monde*, 9, 10 août, 17 décembre 2000, 27, 29 mars, 12 juillet 2001
- Jacques F. Baud: *RMS*, février 1997, numéro spécial «Terrorisme»
- *GEO*, juillet 1997
- www.mir.es/policia/linea/frterror.htm